


Chapitre 3: République démocratique du Congo

Compilé par Beate Gadinger

	<p>Statistiques de contexte du pays</p> <p>Population: 67,757 millions d'habitants (2011 est.) PIB par habitant: 451 \$US (2010 est.) Indice de développement humain (IDH): 0,286 Taux de chômage: non disponible Principaux secteurs économiques: agriculture et sylviculture, services, exploitation minière, production Principales exportations: diamants, or, cuivre, cobalt, produits du bois, pétrole brut, café Prévalence du VIH et du SIDA: 1,6% (2009 est.) Taux bruts de fréquentation de l'enseignement primaire: 94% (2010) Taux bruts de fréquentation de l'enseignement secondaire: 38% (2010) Taux bruts de fréquentation de l'enseignement supérieur: 6% (2009)</p>
--	--

Les données de contexte du pays ont été obtenues auprès d'une variété de sources: CIA (2012), UNAIDS (2011), PNUD (2011), UNESCO Institut des statistiques (2011).

La République démocratique du Congo (RDC) est une ancienne colonie belge qui a obtenu son indépendance en 1960. Depuis son indépendance, le pays a traversé des troubles politiques récurrents et plusieurs bouleversements socio-économiques. La quête pour l'accès et le contrôle d'immenses régions riches en minéraux a été la cause d'une guerre prolongée, alimentée par les intérêts internes et internationaux. L'une des conséquences directes de la guerre a été la mort de 5,4 millions de personnes tandis que la diarrhée, le paludisme, la pneumonie et la malnutrition continuent à faire payer un lourd tribut à la population. Malgré une réduction importante du conflit, plus d'1 million et demi de personnes restent des réfugiés dans leur propre pays et parmi eux, des milliers de morts sont enregistrés tous les mois (Shah 2010). Plus de 153,000 réfugiés se trouvent dans les pays voisins en raison de la situation de guerre.

Suite à un coup d'état en 1965, Mobutu Sese Seko prit la tête du pays jusqu'à son expulsion en 1995 (à l'époque où le pays était connu sous le nom de Zaïre). Laurent Kabila en devint le Président en 1997 et le pays prit alors le nom de RDC. Le règne de Laurent Kabila en tant que leader ne s'est pas déroulé sans tentative de le déposer, tentatives le plus souvent soutenues

par d'autres pays africains. Après son assassinat en 2001, son fils Joseph Kabila lui succéda en tant que Président. Joseph Kabila est depuis au pouvoir et a connu de nombreux succès pendant son mandat de Président y compris le retrait des forces armées rwandaises et ougandaises qui occupaient le pays, l'établissement d'un gouvernement d'unité et les premières élections pluralistes du pays en 2006 (Anon 2012).

La RDC a tenu sa deuxième élection démocratique en 2011, avec environ 19 millions d'électeurs se rendant aux urnes. Les élections locales devraient se tenir à la fin 2012 mais il est plus probable qu'elles aient lieu en 2013 (Anon 2012). L'élection de 2011 s'est accompagnée d'une violence sporadique à travers le pays. La situation interne de la RDC reste critique et est surveillée de près par les Nations Unies. Les provinces du Nord et du Sud Kivu sont touchées par une guerre civile qui engendre des "conséquences négatives sur la sécurité et les droits humains" (Anon 2012, Dagne 2011).

Bien que le français soit la langue nationale principale (héritage de l'ère de la colonisation belge), quatre langues indigènes sont aussi reconnues comme langues nationales: le Kikongo, le Lingala, le Swahili et le Tshiluba. Lorsque Joseph Kabila prit le pouvoir, il identifia cinq domaines, connus sous le nom des "*cinq chantiers*" pour lesquels une mesure approfondie était indispensable en vue d'améliorer l'unité nationale et le développement. Ces domaines concernaient l'éducation, la santé, l'infrastructure, les services de base et la création d'emplois (Bureau of African Affairs 2012). Les détails sur le chantier ayant trait à l'enseignement supérieur sera discuté dans les sections suivantes.

Paysage de l'enseignement supérieur

La RDC est dotée d'un secteur de l'enseignement supérieur relativement important, qui suit de près le système belge sur la base duquel il a été conçu. En tant que signataire du protocole de la CDAA sur l'enseignement supérieur et la formation, la RDC a reconnu le rôle de l'enseignement supérieur dans le développement national et régional et son importance au niveau régional.

Le système éducatif suit un principe à quatre niveaux. Le premier niveau est appelé *Ecole Maternelle*, ou plus souvent désigné par le terme de "crèche" suivi de l'*Ecole Primaire*. L'école primaire, qui peut durer six ans, prépare les élèves à l'*Ecole Secondaire*, qui est divisée en niveau d'entrée et niveau de sortie, se terminant par un examen d'entrée à l'université ou dans une école professionnelle. Cet examen conclut l'éducation fondamentale. L'enseignement supérieur et la formation continue sont prodigués par des établissements d'enseignement supérieur publics et privés (*Université et Instituts Supérieurs*) (Valinande 2000). Le

gouvernement national de la RDC stipule que l'école primaire est obligatoire pour tous les citoyens et est gratuite (Valinande 2000, SARUA 2008).

Aperçu de l'enseignement supérieur en RDC

Le système d'enseignement supérieur en RDC est géré par le *Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (MESU)*. L'enseignement supérieur est divisé en quatre cycles. Le premier dure trois ans jusqu'au diplôme équivalent à une licence suivi de deux ans aboutissant à la *Maitrise*, similaire aux Masters (sauf pour les professions médicales où le cycle dure trois ans). Il continue avec le *Doctorat de Troisième cycle*, qui équivaut à un diplôme doctoral (mais non pas à un PhD) (SARUA 2009).

L'enseignement supérieur privé en RDC a commencé à être établi au début des années 1990 lorsque le gouvernement a autorisé des établissements privés à s'installer. La première université privée a été l'Université de Marien Ngouabi. Le nombre d'instituts privés a augmenté considérablement au cours des années.

Note sur la méthodologie

Dans le cas de la RDC, plusieurs nouvelles universités ont été identifiées au cours de cette étude. L'accès aux coordonnées a présenté un problème majeur étant donné que nombre d'entre elles ne disposent pas de sites Internet ou s'ils existent, aucune coordonnée de contact n'est disponible ou les informations sont obsolètes. Des personnes de contact ont finalement été identifiées grâce à une personne serviable au Ministère de l'enseignement supérieur et universitaire mais certains des numéros de correspondance ne correspondaient pas aux bonnes universités, tandis que d'autres soit ne fonctionnaient pas ou les adresses de courrier électronique étaient invalides. Cependant, la majorité des universités a pu être informée de l'étude et les questionnaires ont été envoyés pour leur considération. Au total, 36 universités¹ ont reçu les questionnaires et six réponses ont été renvoyées. Juste avant l'achèvement de ce rapport, une université a fait parvenir ses chiffres d'inscriptions pour l'année académique 2011/2012. Ces chiffres ont été inclus dans ce rapport mais non rajoutés aux totaux du fait de la période différente représentée et que les calculs des chiffres nationaux avaient déjà été produits.

Politique nationale d'enseignement supérieur

La politique régissant actuellement l'enseignement supérieur est le Décret sur *l'instruction universitaire* No. 013/minesu/cabmin/mml/kob/2011 du 26/08/2011 (tel que noté dans le questionnaire du Ministère). Cette nouvelle politique a remplacé les anciennes politiques sur *L'enseignement supérieur et universitaire* (Décret no. 81-028 du 3 octobre 1981) et *les diplômes*

¹ La liste initiale au début de l'étude ne comportait que six universités.

universitaires dans les instituts d'enseignement supérieur technique (Loi no. 82-004 du 6 février 1982) (Bloom et al. 2006). Aucune information concernant les organismes de réglementation n'a été fournie.

L'un des autres documents ayant influencé l'enseignement supérieur en RDC est le document intitulé 'Vision 2020' qui vise à développer un programme d'enseignement supérieur capable de répondre aux priorités de développement national par le biais de trois stratégies essentielles:

- La promotion de l'entreprenariat
- Le développement des compétences techniques et professionnelles
- L'apport du capital humain correspondant par une amélioration de la formation des enseignants.

Le document stratégique de Réduction de la Pauvreté (PRSP) de 2004 et 2005 a également articulé le besoin de formation des enseignants et d'amélioration des compétences professionnelles et techniques (Bloom et al. 2006). Dans le dernier PRSP, aux termes duquel les cinq chantiers du développement national sont accentués, l'enseignement supérieur est placé comme acteur majeur en vue de réaliser les objectifs du développement national. La stratégie vise à harmoniser le secteur de l'enseignement supérieur grâce aux objectifs suivants:

- Améliorer la qualité de l'éducation
- Promouvoir la recherche et le développement
- Faire correspondre la formation scientifique et technologique aux exigences socio-économiques du secteur privé
- Identifier les domaines principaux devant être professionnalisés
- Soutenir l'éducation non formelle.

Bien que le Ministère de l'enseignement supérieur soit encore en train de développer des politiques pour le secteur, les documents relatifs au développement national indiquent une synergie étroite entre le développement de l'enseignement supérieur et le développement national, synergie critique si l'enseignement supérieur doit continuer à être un agent du développement national (Cloete et al. 2011).

Taille et forme de l'enseignement supérieur en RDC

Au début de la phase de collecte des données, six universités publiques en RDC ont été sollicitées pour répondre au questionnaire sur l'enseignement supérieur. Pendant les dernières phases de l'étude (au moment de la clôture de la collecte des données), on a découvert que la RDC était dotée de plusieurs "nouvelles" universités publiques qui avaient été établies depuis 2010. Dans un effort d'apporter un profil adéquat à l'environnement de l'enseignement

supérieur en RDC, les coordonnées de 31 autres universités ont été recueillies et celles-ci ont été sollicitées pour fournir les données institutionnelles pour l'étude. A la fin de la phase de collecte des données, six universités au total avaient soumis leurs réponses au questionnaire complet. Selon les données obtenues du Ministère de l'enseignement supérieur et universitaire (en plus des 36 universités publiques), 140 établissements agréés privés sont présents en RDC, avec plus de 61,500 étudiants inscrits. En raison de la nature incomplète des données recueillies, le pourcentage d'étudiants inscrits dans les établissements privés et publics n'a pas pu être déterminé. En dépit des données insuffisantes, on espère que ce profil offrira une compréhension plus complète de l'enseignement supérieur en RDC que celui disponible actuellement.

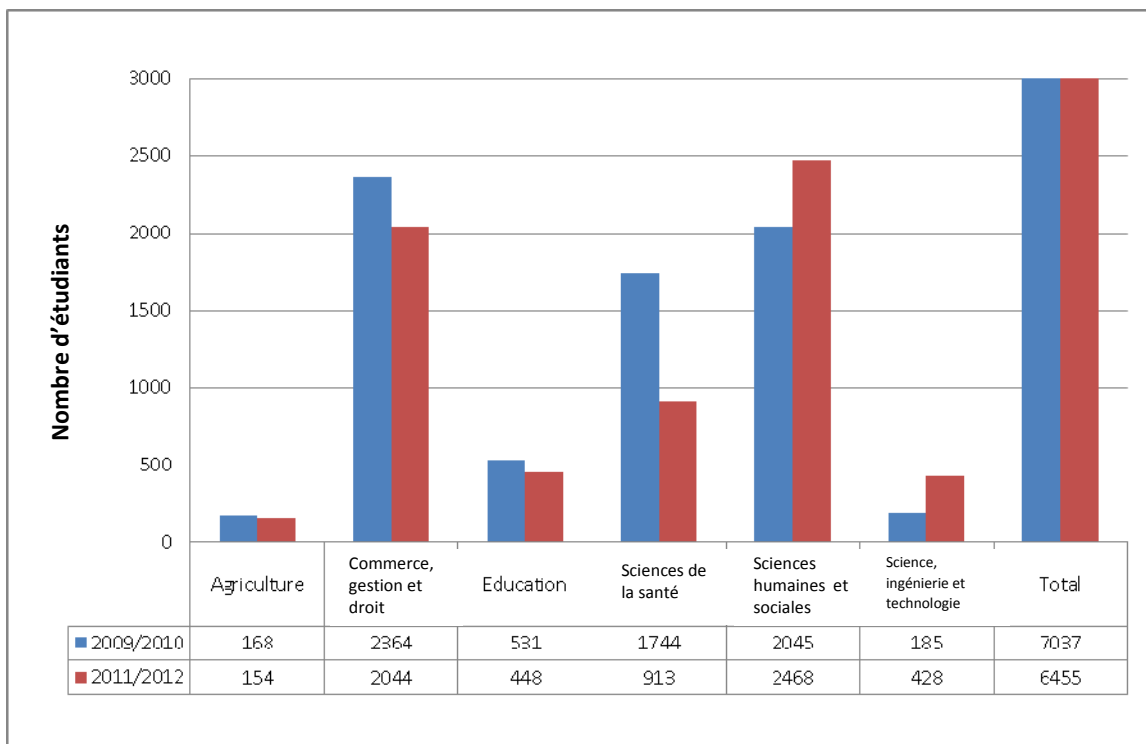
Profils des étudiants, des inscriptions et demande pour l'enseignement supérieur dans les six universités publiques

Cette section présente une vue d'ensemble de l'enseignement supérieur public en RDC sur la base des données fournies par les six universités ayant soumis leurs réponses. Moins de 40 000² inscriptions ont été enregistrées dans tous les domaines d'études principales et la plupart des inscriptions actuelles enregistrées proviennent de ressortissants de la RDC. Sur les 17,621 nouvelles demandes d'inscription au premier cycle universitaire enregistrées, 3,642 n'ont pas pu être acceptées malgré la satisfaction des critères d'admission. Le processus actuel d'établir plus d'universités dans les provinces pourrait aider à réduire ce nombre. La distinction entre les hommes et les femmes montre une augmentation en faveur des femmes, notamment dans la science, l'ingénierie et la technologie (SET) ainsi que le commerce, la gestion et le droit. Selon les données disponibles, le nombre de femmes étudiantes dans les domaines SET a augmenté de 127 à 450. Cependant, ces données ne peuvent pas être vérifiées avec exactitude étant donné que le précédent ensemble de données n'était pas en mesure de faire la distinction entre tous les cas rapportés.

Les données d'inscription à l'université de Kisangani entre les années académiques 2009 et 2011 indiquent un déclin général du nombre d'inscriptions. Les domaines du commerce, de la gestion et du droit ainsi que des sciences de la santé ont affiché des baisses considérables tandis qu'on a enregistré une légère hausse dans les domaines SET et des sciences humaines. Puisque les données suffisantes d'autres universités n'étaient pas disponibles pour valider cette tendance, la diminution pourrait être attribuée aux nouvelles universités établies qui fournissent désormais l'accès aux études supérieures aux étudiants des régions qui ne disposaient pas d'universités auparavant, forçant les étudiants à se rendre à Kisangani pour leurs études supérieures.

² Il est à noter que selon le Ministère de l'enseignement supérieur et universitaire, plus de 140,000 étudiants sont inscrits dans le secteur de l'enseignement supérieur. Etant donné que les données des autres universités ne sont pas disponibles, cette section établit le statut pour les six universités ayant soumis des données.

Figure 1: Analyse comparative des inscriptions universitaires dans une université



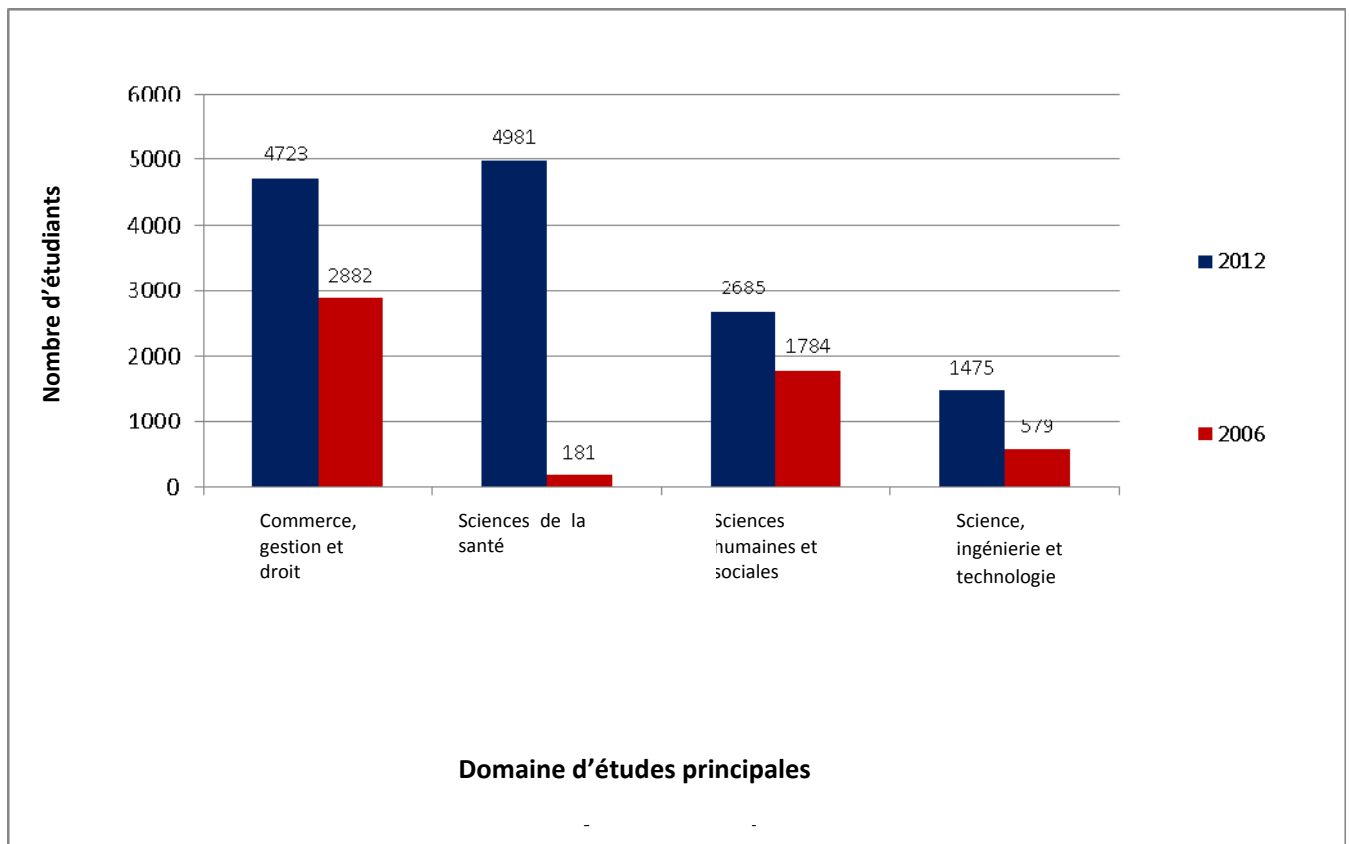
Source: Questionnaire de l'université (2011) et informations complémentaires fournies en 2012

On observe une diminution du nombre d'inscriptions pour les études du premier cycle mais une augmentation importante du nombre d'inscriptions du deuxième et troisième cycle³. Cette tendance pourrait cependant être attribuée à la différence de référencement des données entre l'étude actuelle et la précédente. Dans l'étude précédente, un grand nombre d'inscriptions avaient été enregistrées sous le référencement "autre" mais dans l'ensemble des données actuelles, aucune inscription n'a été notée sous ce référencement. Ainsi, on pourrait avancer que les étudiants enregistrés précédemment sous "autre" ont été déplacés à d'autres domaines augmentant par conséquent les chiffres d'inscriptions.

La Figure 2 compare le nombre d'inscriptions d'étudiants de deuxième et troisième cycle universitaire entre 2006 et 2012 y compris les référencements de maîtrises, doctorats et "autres" pour démontrer qu'on a observé une augmentation substantielle entre les deux ensembles de données des inscriptions à ce niveau.

³ Se reporter au Tableau 6 du profil détaillé des données.

Figure 2: Tendances des inscriptions du deuxième et troisième cycle universitaire



Source: Questionnaires des universités (2011), SARUA (2009)

A ce stade et avec les données disponibles, il est difficile de faire un rapport sur la demande pour les études supérieures. Etant donné que 32 des 36 universités ont été établies au cours des trois dernières années, et en tenant compte du fait que le Ministère de l'enseignement supérieur actuel de la RDC tente de revitaliser le secteur de l'éducation en publiant officiellement ses progrès (Ministère de l'Enseignement Primaire Secondaire et Professionnel 2010-2012), on pourrait avancer l'argument d'un besoin pour l'enseignement supérieur en notant que ce besoin est en train d'être pris en compte. Le déclin du nombre d'inscriptions des étudiants n'indique pas que la demande pour les études supérieures a augmenté depuis la dernière étude mais il est, une fois de plus, nécessaire de souligner l'indisponibilité des données et que des informations plus complètes pourraient réfuter ces hypothèses.

Profil du personnel

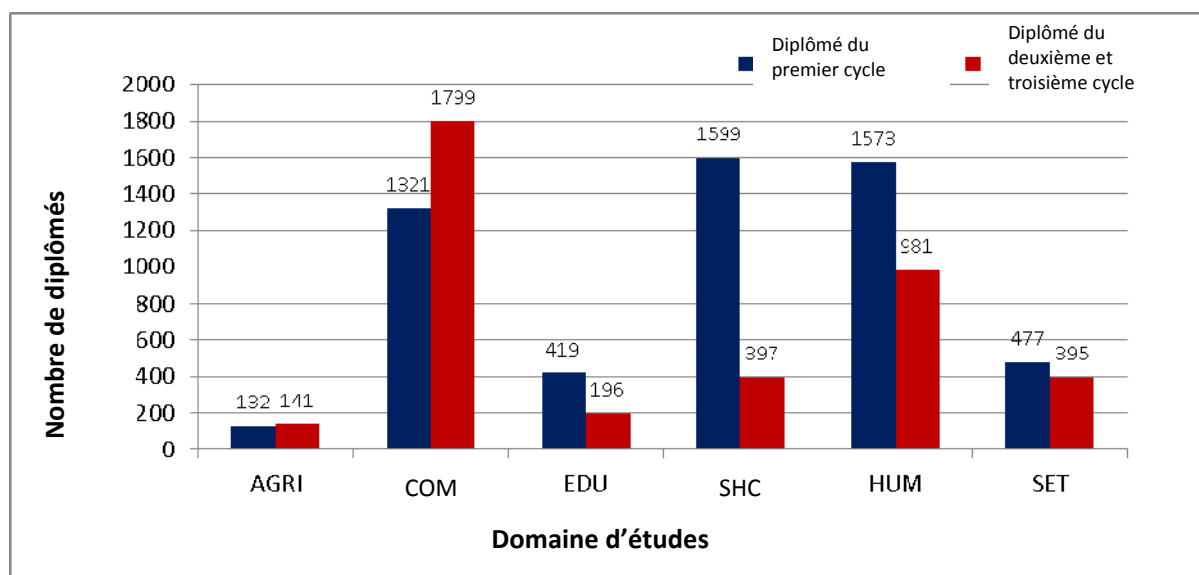
Plusieurs des universités qui ont fourni des données n'ont pas inclus celles concernant le personnel ou bien des incohérences majeures ont été décelées dans les données. En

conséquence, ce chapitre (et le profil des données qui l'accompagne) n'inclut pas d'analyse du profil du personnel dans les universités publiques en RDC.

Indicateurs nationaux de l'enseignement supérieur et alignement avec les impératifs de la politique nationale

En continuant avec la portée sur les six universités pour lesquelles les données sont disponibles, à première vue, il semblerait que davantage de qualifications aient été délivrées depuis l'étude précédente (bien que ceci puisse également être le résultat d'un plus grand nombre d'universités participant à l'étude actuelle). Il est intéressant de noter qu'on observe une augmentation des qualifications délivrées aux niveaux maîtrise et doctorat sauf dans le domaine des sciences de la santé (qui n'affichent qu'une augmentation des qualifications au niveau licence). La Figure 3 offre un aperçu des profils des diplômés dans les six universités pour l'année académique 2009/2010. Notons que les chiffres des diplômés de deuxième et troisième cycle universitaire incluent toutes les qualifications à ce niveau.

Figure 3: Diplômes par domaine d'études (année académique 2009/2010)



Source: Questionnaires des universités (2011)

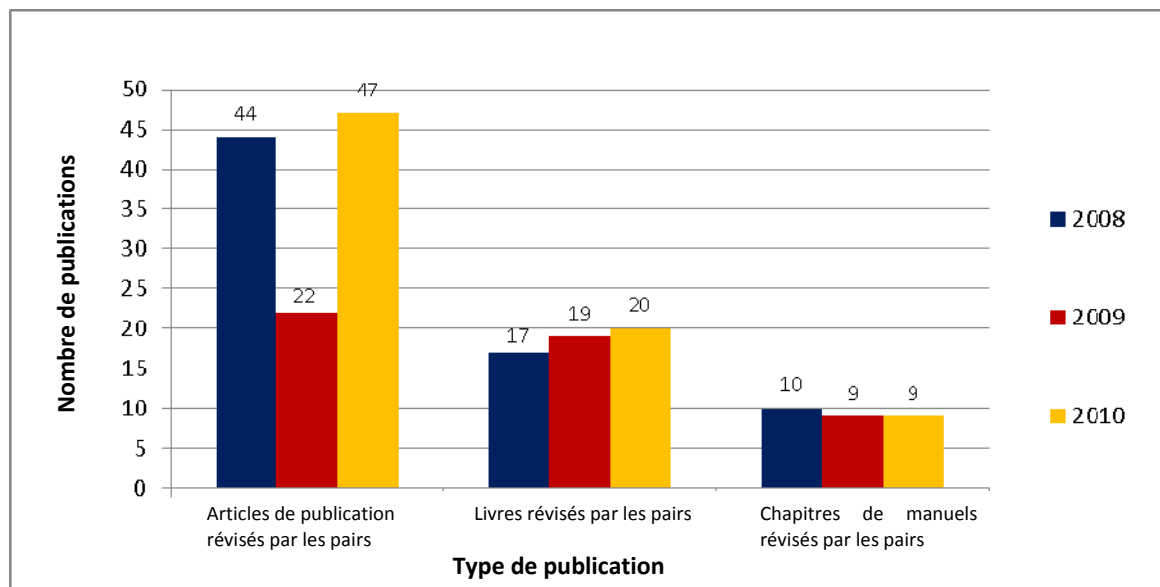
Les universités doivent établir un rapport sur l'assurance de la qualité au niveau national. Elles ont indiqué que la RDC s'est dotée d'un cadre d'assurance de qualité et a élaboré un document soulignant les spécifications nationales des processus d'assurance de la qualité. Quatre des six universités participantes ont indiqué que des évaluations de la qualité révisées par des pairs

étaient en place. Cinq des universités contrôlent également l'assurance de la qualité en interne mais seule une université a indiqué disposer d'un budget pour l'assurance de la qualité. En vue d'améliorer davantage la qualité, cinq universités ont rapporté qu'elles offraient des opportunités de formation aux nouveaux membres du personnel recrutés et quatre d'entre elles délivrent une formation continue et offrent des opportunités de développement au personnel.

Les six universités participantes disposent de bureaux ou d'unités de recherche. Quatre universités sont réservées comme universités orientées sur la recherche intensive et ont un plan ou une stratégie de recherche en place. Trois universités sont dotées d'unités spécialement dédiées à la recherche dans l'enseignement supérieur.

En ce qui concerne les résultats de recherche en termes de publications, les données disponibles orientent vers une augmentation possible du nombre d'articles de publication révisés par les pairs tandis que le nombre de livres et les chapitres de manuels révisés par les pairs reste stable. Les chiffres de résultats sont très faibles pour un secteur de l'éducation aussi important que celui de la RDC mais s'expliquent par le fait que les données ne sont disponibles que pour six des 36 universités publiques. La figure 4 indique le nombre de publications entre 2008 et 2010 par type de publication.

Figure 4: Indicateurs de recherche 2008-2010



Source: Questionnaires des universités (2011)

Développements récents dans l'enseignement supérieur

La documentation du gouvernement comprenait les données d'inscription qui indiquaient que le secteur public semble avoir plus de 140,000 étudiants inscrits. Une recherche plus approfondie a en outre, révélé que le grand nombre d'universités récemment ouvertes faisaient partie d'une initiative nationale de créer davantage d'universités dans les provinces et que ces développements étaient publiés et suivis en ligne par le ministère (Ministère de l'Enseignement Primaire Secondaire et Professionnel 2010-2012). Un rapport intitulé "Efficacité de la fourniture des services publics dans le secteur de l'éducation" recommande que le ministère publie régulièrement des rapports sur les interventions et les progrès (Mokonzi et Kadongo 2010). Les universités financées par l'Etat y figurant (bien que toutes ne soient pas agréées ou opérationnelles) étaient au nombre de 416 (en dehors des 140 universités agréées financées par le privé).

L'établissement de l'université de Kisangani est en partie lié aux importants gisements minéraliers et à la forêt tropicale du pays. L'un des développements récents dans le paysage de l'enseignement supérieur a été l'établissement d'un programme de maîtrise dans la gestion de l'environnement durable. Le programme, soutenu par l'Union européenne, montre un exemple du type d'éducation qui pourrait mener à un changement dans la région (Mann 2010).

Régionalisation

Les données limitées obtenues et la difficulté de remonter à des données précises sur l'enseignement supérieur en RDC, révèlent un niveau relativement faible de collaboration et d'engagement avec d'autres universités et corps d'enseignement supérieur au sein de la région de la CDAA. Ceci pourrait être attribué à deux problèmes principaux. Le premier concerne l'instabilité politique qui a caractérisé le pays et continue de limiter les possibilités pour la régionalisation et le second concerne la barrière linguistique entre la RDC et les autres systèmes d'enseignement supérieur dans la région. Sans aucun étudiant de la région de la CDAA (et seulement cinq étudiants internationaux) rapporté dans cette étude, la collaboration régionale reste un défi majeur. Cependant, la participation de la RDC dans l'étude, malgré tous les problèmes, est un facteur indicatif du désir de faire tomber les barrières en faveur d'une collaboration régionale au fur et à mesure que le pays développe son secteur d'enseignement supérieur.

Conclusions

L'enseignement supérieur en RDC (comme dans la plupart des parties du monde) a suivi de près le climat sociopolitique du pays. Le contexte sociopolitique de la RDC reste crucial pour la compréhension du paysage de l'enseignement supérieur et a donc été prévu pour esquisser une image plus claire que les statistiques offrent. Le fait que le ministère publie officiellement ses mesures en vue de l'amélioration des secteurs de l'éducation et de l'enseignement supérieur indique que le pays se dirige vers un système d'enseignement supérieur plus structuré dans l'avenir. Les efforts actifs entrepris par les universités participantes sont une indication que l'enseignement supérieur en RDC tente de se situer dans le contexte régional et africain plus élargi.

Avec un taux de réponses de l'ordre de 17 pour cent, il n'est pas possible d'argumenter que les données actuelles offrent une image statistique correcte du paysage actuel de l'enseignement supérieur en RDC. Néanmoins, au vu de la pléthore d'informations sur l'enseignement supérieur en RDC, ces chiffres s'inscrivent largement envers l'amélioration de la compréhension régionale de l'enseignement supérieur dans ce pays. On peut avancer que ce secteur en RDC semble faire des progrès importants non seulement pour améliorer l'accès mais également pour assurer une répartition juste des opportunités d'études supérieures à travers le pays par le biais des nouvelles universités qui sont actives dans de nombreuses régions de la RDC. Si des financements appropriés et des structures de qualité sont en place, l'enseignement supérieur en RDC pourrait répondre aux espérances de développement stipulées dans le Programme stratégique de réduction de la pauvreté (PRSP).

Il est fortement recommandé que pour les efforts de recherche futurs de cette nature, le processus de collecte des données implique des chercheurs locaux dans le pays, qui seront mieux habilités à négocier et à donner un sens au secteur de l'enseignement supérieur dans son contexte national. Il s'est révélé judicieux d'obtenir les informations requises, d'identifier les personnes correspondantes susceptibles de pouvoir aider à collecter les données voire de trouver les coordonnées de contact des nouvelles universités.

Références

Anon (2012) *One world - Nations Online*. Available online at www.nationsonline.org/oneworld/congo_droc.htm [Accessed 26 September 2012].

Bloom D, Canning D and Chan K (2006) *Higher Education and Economic Development in Africa*. Washington DC: The World Bank.

Bureau of African Affairs (2012) *US Department of State: Diplomacy in Action*. Available online at: www.state.gov/r/pa/ei/bgn/2823.htm [Accessed 26 September 2012].

Cloete N, Bailey T, Pillay P, Bunting I and Maassen P (2011) *Universities and economic development in Africa*. Cape Town: CHET.

Dagne T (2011) *The Democratic Republic of the Congo: Background and Current Developments*, s.l.: Congressional Research Service.

Higher Education Institutional Questionnaire (2012) SARUA.

Mann C (2010) Helping the Environment, healing a region. *New York Times*. Available online at: www.nytimes.com/2010/12/27/world/africa/27iht-educside27.html.

Ministère de l'Enseignement Primaire Secondaire et Professionnel (2010-2012) *Arrêtés Ministériels*. Available online at: www.eduquepsp.cd/arretes-ministeriels.html [Accessed 26 September 2012].

Mokonzi G and Kadongo M (2010) *Effective Delivery of Public Services in the Education Sector*. Johannesburg: Openc Society Institute for Southern Africa.

Rubbers B (2004) The University of Lumbumbashi between the local and the global: Dynamics, management, and the future of university education in the Democratic Republic of the Congo. *Canadian Journal of African Studies*, 38(2), pp. 318-343.

Shah A (2010) The Democratic Republic of Congo. *Global Issues* Available online at: www.globalissues.org/article/87/the-democratic-republic-of-congo.

Southern African Regional Universities Association (2009) *Towards a common future: Higher Education in the SADC region*. Johannesburg: SARUA.

Valinande N (2000) *Profile of the Educational System in the Democratic Republic of the Congo*. Available online at: www.bibl.u-szeged.hu/oseas_adsec/congo.htm [Accessed 26 September 2012].